

• (10.00 p.m.)

Par exemple, les membres de ce groupe de travail avaient recommandé à l'unanimité que toute la région soit désignée. Or, le président, sentant que cela embarrasserait son ministre, a refusé de suivre cette recommandation. Le groupe de travail, c'est de la blague, un trompe-l'œil politique, rien de plus. On a fait des promesses aux gens, on a fait naître chez eux des espoirs, seulement pour les décevoir terriblement. On a pu créer quelques emplois temporaires, mais rien n'a été fait à longue portée. En d'autres termes, ce fut un échec.

J'engage le gouvernement et la Chambre à déclarer que la région d'Argentia-Placentia est une région spéciale en vertu du programme DREE. J'invite instamment le ministre à mettre fin au leurre et à l'injure que constitue pour la population une équipe de travail ne disposant d'aucun budget, à laquelle aucune date n'a été fixée pour soumettre un rapport et, pis encore, dont le chef fait preuve de partialité. J'invite le gouvernement à entreprendre immédiatement une étude d'ensemble des perspectives économiques de la région et de mettre en train leur exploitation.

Mises à part ses ressources humaines importantes, la baie de Placentia est riche en ressources naturelles. C'est ainsi que la pêche offre des possibilités incroyables qu'il faut exploiter. Il y a lieu de s'assurer que la récolte et le traitement des diverses ressources de la mer sont économiquement faisables en vue de créer dans la région une usine polyvalente pour le traitement du poisson. La présence de ressources minérales dans la région justifie une enquête afin d'en déterminer l'importance et la rentabilité. Une étude du potentiel forestier de la zone ouvrirait des perspectives intéressantes et stimulantes. Judicieusement exploité, le tourisme ajouterait aux perspectives d'avenir de toute la région. A cet égard, monsieur l'Orateur, j'aimerais faire ressortir, à l'intention du ministre, la nécessité de continuer la restauration du site historique de Castle Hill.

Il ne faut pas permettre que la région de Placentia s'étiolle et meure. Elle a grandement contribué à la vie sociale et économique du pays et l'on ne doit pas la laisser s'étioler et mourir. Il ne faut pas permettre que le déclin social constaté après la disparition de la base navale américaine continue. Un gouvernement qui le permettrait n'est pas digne de la confiance que le peuple canadien a déposée en lui.

La région historique de Placentia et ses environs, que des historiens ont souvent qualifiée de terre des saints et des érudits, est en détresse. Une dizaine de milliers de personnes courageuses et indépendantes, très attachées à un passé qui remonte à plus de 400 ans, demandent au gouvernement l'occasion de retrouver vraiment ce qu'elles ont presque perdu, leurs sentiments de fierté et d'indépendance.

Y a-t-il un endroit plus indiqué ou un temps plus opportun pour le premier ministre (M. Trudeau) d'honorer sa promesse de société juste? Si le premier ministre et ses collègues sont sincères, si leur promesse d'une société juste vaut quoi que ce soit, la région de Placentia est alors l'endroit tout désigné et le moment tout choisi.

M. Eymard Corbin (secrétaire parlementaire du ministre de l'Environnement): Monsieur l'Orateur, en l'absence

forcée du ministre de l'Expansion économique régionale (M. Marchand)...

M. McGrath: Il vient tout juste d'arriver.

M. Corbin: ...j'essaierai de dissiper certaines des craintes qu'a exprimées ce soir le député. Peut-être serait-il sage de rappeler les circonstances dans lesquelles la Chambre avait été saisie de cette question particulière. Je me reporte au Hansard du 26 mai, page 6133, où est consignée la question suivante du député:

Ma question s'adresse au ministre de l'Expansion économique régionale. Le ministre peut-il dire à la Chambre quelles mesures il a prises en réponse aux instances présentées à son ministère et à celui des Transports par lesquelles on demandait que le président du groupe de travail d'Argentia soit prié de démissionner pour avoir induit le comité en erreur et n'avoir pas rempli son rôle?

En l'absence du ministre de l'Expansion économique régionale, on m'informe que la lettre en question a été communiquée au groupe de travail d'Argentia le 26 mai 1971, et que le président a obtenu un vote de confiance unanime au cours de cette réunion.

Nous connaissons parfaitement les problèmes décrits ce soir par le député de St-Jean-Ouest et, au nom du ministre et du gouvernement, je puis l'assurer qu'on les étudie sérieusement. Ils sont urgents, mais une étude approfondie du rapport du groupe de travail est indispensable, car nous ne pouvons entreprendre aveuglément de résoudre ces importants problèmes.

LES AÉROPORTS—TORONTO—LE CHOIX DU NOUVEL EMPLACEMENT—LA REMISE DE L'ANNONCE

M. Robert P. Kaplan (Don Valley): Monsieur l'Orateur, ce débat d'ajournement est à l'usage des députés qui ne sont pas satisfaits de la réponse d'un ministre à des questions posées au cours de la période de questions orales. Je ne suis pas satisfait du rapport que le ministre des Transports (M. Jamieson) a fait hier sur l'aménagement de l'aéroport de Toronto. Je crois que le gouvernement ontarien l'a dupé. Voici les antécédents.

Une voix: Oh, oh!

Une voix: Assez!

M. Kaplan: On reconnaît que la planification des aéroports relève en dernier ressort du gouvernement fédéral, mais qu'il est souhaitable de consulter d'autres paliers de gouvernement et de permettre une discussion en public. Après tout, un grand aéroport a une forte incidence sur les responsabilités des autres gouvernements et sur la vie des citoyens. Il influe sur la vie et sur la croissance de notre ville. Mais les interminables et jusqu'ici secrètes négociations entre le ministre des Transports et son homologue d'Ontario montrent les pièges du processus de la consultation.

Le gouvernement fédéral se préparait à l'automne de 1968 à agrandir considérablement l'aéroport de Malton, à Toronto, ce qui devait répondre, disait-on, à nos besoins actuels et futurs. Mais les protestations des gens contre le bruit et la pollution ont amené les parties intéressées à revoir la décision. Depuis, la rumeur veut qu'un rapport coûteux et bien documenté ait été prêt en septembre